



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DES 2 BAIES EN MONTREUILLOIS**

L'an deux mille vingt-trois, le six juillet à dix-huit heures, le Conseil s'est réuni à la salle Raymond LAVOGEZ (COSEC 1) à Ecuire, sous la présidence de M. Bruno COUSEIN, suite à la convocation du 5 avril 2023, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la CA2BM.

Etaient présents : Tous les conseillers communautaires titulaires en exercice, à l'exception de :

Etaient excusés et avaient donné pouvoir :

Claude VILCOT a donné pouvoir à **Bernard MORGENTHALER**
Mary BONVOISIN a donné pouvoir à **Didier BRICOUT**
Jacques FLAHAUT a donné pouvoir à **Jean Claude ALLEXANDRE**
Philippe FOURCROY a donné pouvoir à **Hubert DOUAY**
Danièle BERTIN a donné pouvoir à **Jean-Marie MICHAULT**
Claudine TORABI a donné pouvoir à **Valérie DECLERCQ**
Michel KUCHARSKI a donné pouvoir à **Pierre-Georges DACHICOURT**
Marie-France BUZELIN a donné pouvoir à **Claudine OBERT**
Jocelyne CAULIER a donné pouvoir à **Jean-Jacques OPRESKO**
Christelle BEAURAIN a donné pouvoir à **Josiane BOUTOILLE**
Sébastien BAILLET a donné pouvoir à **Maryse MAILLART**
André GERARD a donné pouvoir à **Franck TINDILLER**
Françoise DENIS a donné pouvoir à **Pierre DUCROCQ**
Thierry SAMIEC a donné pouvoir à **Claude COIN**
Véronique DECLERCQ a donné pouvoir à **Roselyne KOERS**
Hubert DEGRIEVE a donné pouvoir à **Jeannine SAMASSA**
Jean-Claude GAUDUIN a donné pouvoir à **Valérie DELORME**

Etaient excusés et représentés par un suppléant :

Patrick HERLANGE représenté par **Serge MINER**
Marc BRIET représenté par **Jean MONCOMBLE**
Jean-François ROUSSEL représenté par **Daniel MACREZ**

Etaient absents excusés et non représentés :

Marc DELABY, Sébastien BETHOUART, Rose-Marie DELPORTE, Daniel DUBOIS, Emile CREPIN, Hubert MAQUAIRE, Benoît ROUZE, Olivier DEKEN, Daniel THILLIEZ

Secrétaire de séance : Michel HEDIN

Monsieur Bruno DELENCLOS est arrivé à 18H36 avant le vote de la délibération n°2023-197
Madame Madeleine DERAMECOURT est arrivée à 18h41 avant le vote de la délibération n° 2023-198

Fin de la séance : 19h15



Numéro de l'acte	2023-198
Nature de l'acte	Délibération
Matière de l'acte	2.1 Documents d'urbanisme

Objet : Planification - Approbation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Camiers

• Le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois sur avis du Bureau

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.300-6 et L.300-6-1, L.153-54 et suivants, R. 153-13 et suivants, L.153-23 et suivants, R.104-13 et R. 104-14 portant sur les évaluations environnementales des PLU ;
- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants ;
- Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1^{er} janvier 2017 de la Communauté d'agglomération des deux baies en montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et Terres d'Opale ;
- Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;
- Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Camiers en date du 6 juillet 2011 approuvant le Plan Local d'Urbanisme communal, lequel a fait l'objet d'une première procédure de modification approuvée le 9 juillet 2013 et d'une seconde procédure de modification approuvée le 14 décembre 2017 ;
- Vu l'avis favorable de la commission n°2 du 7 janvier 2021 ;
- Vu l'arrêté du Président n°2022-07 en date du 21 février 2022 décidant de l'engagement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Camiers ;
- Vu les pièces du dossier de déclaration de projet, soumises à la mise à disposition, notifiées aux personnes publiques associées ainsi qu'aux communes concernées dans le cadre de la mise en œuvre d'une réunion d'examen conjoint ;
- Vu la saisine de la Mission Régionale d'Autorité environnementale dans le cadre de la consultation au cas par cas en date du 14 février 2022 ;
- Vu la réunion d'examen conjoint en date du 5 avril 2022 et les avis des personnes publiques associées recueillis par procès-verbal ;
- Vu la décision, après examen au cas par cas, de la Mission Régionale d'Autorité environnementale Hauts-de-France en date du 20 avril 2022, décidant de la soumission à évaluation environnementale de la mise en compatibilité du PLU de la Commune de Camiers ;

-Vu la mise à jour de l'évaluation environnementale et du résumé non technique soumis à l'autorité environnementale en date du 19 juillet 2022 ;

-Vu l'avis délibéré de la Mission Régionale d'Autorité environnementale Hauts-de-France en date du 9 novembre 2022

-Vu le mémoire en réponse à l'avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale Hauts-de-France rédigé par la CA2BM ;

-Vu la décision du Président de Monsieur le président du Tribunal administratif du 16 février 2023 de désigner Monsieur Luc GUILBERT en qualité de commissaire enquêteur ;

-Vu l'arrêté du Président de la communauté d'agglomération des 2 Baies en Montreuillois n°2023-10 portant organisation de l'enquête publique sur la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Camiers ;

-Vu le procès-verbal de synthèse faisant état des observations du public par le Commissaire Enquêteur en date du 25 avril 2023 ;

-Vu le mémoire en réponse de la CA2BM en date du 09 mai 2023 ;

-Vu le rapport et les conclusions du Commissaire Enquêteur, en date du 15 mai 2023 ;

-Considérant les objectifs d'aménagement portant sur la partie du bourg de Camiers, énoncés au document d'urbanisme, notamment :

- Préserver le caractère du bourg en confortant la centralité et en assurant l'intégration des constructions futures aux marges des terres agricoles en conservant la structure aérée des extensions périphériques du village ;
- Renouveler la commune sur elle-même par la reconquête et la requalification des espaces vacants et sites déqualifiés ;

-Considérant la nécessité de reclasser la zone d'urbanisation future à long terme 2AUa, frange de la voie ferrée, en zone à urbaniser à court terme 1AU, de requalifier les abords ferroviaires délaissés en friche et permettre la réalisation de logements aidés, jardins et réaménagement autour de la gare ferroviaire ;

-Considérant que l'opération d'aménagement du site présente un intérêt public, en termes :

- D'habitat : l'ambition est de conforter l'offre de logements aidés et de compléter le parcours résidentiel avec une mixité de typologie, en connexion avec le bourg ;
- De reconquête des franges : l'objectif est de requalifier l'espace délaissé en frange de la zone urbaine et de la voie ferrée par un travail paysager moins dense, intégrant des espaces verts et jardins ouvriers ;
- Pôle gare : l'ambition est de réaménager les abords du pôle gare (espaces publics, traitement paysager, circulation ...) et de connecter pleinement l'équipement au cœur de la zone d'habitat mixte ;

-Attendu que le reclassement de la zone 2AU en zone 1AU et la création d'une OAP, pour la réalisation du projet, s'inscrit dans les objectifs d'aménagement du projet de territoire susmentionnés.

-Considérant que l'intérêt public présenté par le projet de territoire justifie la mise en place de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du document d'urbanisme ;

-Considérant que les réponses aux remarques émises par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer ont été apportées par la CA2BM et la commune dans le compte-rendu de l'examen conjoint des Personnes Publiques Associées en date du 05 avril 2022 ;

-Considérant que l'enquête publique s'est déroulée en mairie de Camiers (seule commune concernée) ;

-Considérant que l'ensemble des modalités définies dans l'arrêté du Président n°2023-10 ont été respectées (affichage, parutions, avis informant le public...) ;

-Considérant que le dossier de modification présentant l'exposé des motifs ainsi qu'un registre permettant au public de formuler ses observations ont été mis à la disposition du public en mairie de Camiers du lundi 20 mars 2023 (09h00) au vendredi 21 avril 2023 (17h00) inclus et sur le site internet de la CA2BM ;

-Considérant que trois observations ont été inscrites sur le registre d'enquête, qu'un courrier a été enregistré et annexé au registre ;

-Considérant que trois personnes se sont présentées à la permanence d'accueil du Commissaire Enquêteur ;

-Considérant qu'à l'issue de l'enquête publique, le Commissaire Enquêteur a remis son procès-verbal de synthèse faisant état des observations du public auxquelles la CA2BM a répondu ;

-Considérant que les réponses aux observations du public ainsi qu'aux avis des personnes publiques associées et à l'avis de la MRAe figurent dans le mémoire en réponse de la CA2BM établi le 03 mai 2023 ;

-Considérant que le Commissaire Enquêteur a émis un avis favorable en date du 15 mai 2023 ;

-Considérant qu'au terme de l'enquête publique et compte tenu de ses résultats, des observations du public et des avis des personnes publiques associées, le responsable du projet peut être amené à modifier de manière non substantielle le dossier ;

-Considérant qu'il y a eu lieu de procéder aux modifications non substantielles suivantes conformément aux réponses apportées au sein du mémoire en réponse de la CA2BM (avis du public, commissaire enquêteur, examen conjoint des personnes publiques associées et réponse MRAE) :

- Modification de l'OrientatIon d'Aménagement et de Programmation (phasage, précision mixité sociale, mesures de réduction de l'impact);
- Annexes ajoutées au Rapport de présentation (desserte en réseaux) ;
- Modification du plan de zonage en vue de la réduction de la zone NS1.

**Après avoir entendu l'exposé du rapport et en avoir délibéré,
Le conseil communautaire décide :**

-D'approuver la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Camiers ;

Conformément aux articles R. 153-20 et R. 153-21 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet :

- D'un affichage en mairie de Camiers ainsi qu'u siège de la CA2BM durant un mois et sur le site internet de la CA2BM ;

- D'une mention dans un journal d'annonces légales diffusé dans le département ;
- D'une publication au recueil des actes administratifs

Le dossier de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme sera tenu à la disposition du public à la mairie de Camiers ainsi qu'au siège de la CA2BM aux jours et heures habituels d'ouvertures. Il sera également mis à disposition sur le site internet de la CA2BM une fois approuvé. Les conclusions du Commissaire Enquêteur seront mises en ligne sur le site internet de la CA2BM et le Plan Local d'Urbanisme opposable sera mis en ligne également.

Conformément à l'article L. 153-23 du Code de l'urbanisme, la présente délibération et les dispositions engendrées par la mise en compatibilité par déclaration de projet du PLU de Camiers seront publiés sur le portail national de l'urbanisme et transmises à l'autorité administrative compétente de l'Etat. La délibération deviendra exécutoire à compter de la plus tardive des deux dates.

Adopté à l'Unanimité

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de 2 mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre des délibérations.

Le Président,

Bruno COUSEIN



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20230706-2023-198-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/07/2023

Affichage : 07/07/2023